

Nous souhaiterions également faire état, en particulier, de la tenue d'une conférence régionale fructueuse à Tbilissi, en République socialiste soviétique de Géorgie, le printemps dernier. Le Canada a assisté à cette conférence et il souhaiterait féliciter le Département des affaires du désarmement et le Gouvernement de l'Union soviétique de l'avoir organisée. Nous espérons que d'autres conférences de même nature auront lieu et nous soutenons l'initiative du Gouvernement de la Chine, qui a offert d'accueillir la prochaine.

Etant profondément attaché à la paix et à la sécurité internationales, le Gouvernement canadien contribue à l'information de sa propre opinion publique sur les questions de contrôle des armements et du désarmement. Il a créé à cette fin le Fonds du désarmement qui, au cours des trois dernières années, a versé près de \$2 millions à des organisations non gouvernementales, à des chercheurs et à des particuliers qui mènent des recherches et organisent des débats équilibrés à propos de la paix et de la sécurité internationales. Pendant le dernier exercice financier, des crédits d'un montant supérieur à \$570 000 ont été accordés à plus de 35 groupes et particuliers pour l'organisation de conférences ou de colloques, l'exécution de travaux de recherche, et la publication de documents d'information.

Le Fonds de désarmement a notamment subventionné les réunions du Groupe consultatif, composé de représentants d'organisations non gouvernementales, de membres d'organisations pacifistes, d'universitaires et de particuliers. Ce Groupe rencontre à intervalle régulier des fonctionnaires du Ministère des affaires extérieures et d'autres ministères intéressés afin de procéder à un échange de vues sur les politiques du Canada en matière de contrôles des armements et de désarmement. Cette année, le Fonds a en outre pris en charge les frais de déplacement à New York de plusieurs membres du Groupe consultatif pour leur permettre de suivre les travaux de la quarante-et-unième session de l'Assemblée générale et, ainsi, d'acquérir une meilleure connaissance du domaine complexe que constituent les questions du contrôle des armements et du désarmement à l'échelon multilatéral.

Le Gouvernement du Canada finance également l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, organisme indépendant qui se consacre à des recherches et à l'information de la population canadienne. L'Institut reçoit cette année une subvention